



L'ACTION PLUS QUE JAMAIS NECESSAIRE : ENCORE PLUS NOMBREUX EN GREVE LE 24 JANVIER

La forte mobilisation du 20 novembre a contraint le gouvernement à ouvrir une négociation salariale le 17 décembre 2007. Or, les propositions qui ont été faites ce jour là par le Ministre chargé de la fonction publique ne sont pas acceptables tant sur la forme que sur le fond.

Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de refonte globale de la grille indiciaire, le gouvernement persiste à compter dans le maintien du pouvoir d'achat des mesures individuelles de promotion (glissement vieillesse technicité). Il nie ainsi le principe même du déroulement de carrière et évoque des « *mesures concrètes et ciblées* » pour une partie des agents de la fonction publique, développant l'individualisme.

Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux aux besoins de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, le 1^{er} Ministre a répondu « *moins de services, moins de personnels, moins d'établissements, moins d'Etat* » confirmé par la suppression de plus de 22.000 postes dans le projet de budget 2008.

Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, **les fédérations de la Fonction publique CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC**, considèrent qu'une nouvelle riposte d'envergure s'impose.

Pour les salaires, l'emploi public, la défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction Publique, plus que jamais mobilisons-nous.

En ne répondant pas aux demandes de toutes les organisations syndicales d'ouvrir des négociations, en faisant du 17 décembre un rendez-vous sans grand intérêt, en tentant de faire passer autoritairement des projets régressifs, ce sont bien le gouvernement et le président qui portent l'entière responsabilité de la situation conflictuelle dans laquelle nous sommes.

Sarkozy et le gouvernement refusent une augmentation salariale générale en 2007 et 2008.

Les mesures partielles et ciblées proposées (primes, heures supplémentaires, indemnités) ne seront attribuées qu'à environ 2 % des personnels.

La suppression d'un fonctionnaire sur 2, l'augmentation de la précarité, le choix entre statut et CDI procèdent de la même volonté de démanteler le Statut de la Fonction Publique au détriment de la qualité du service public.

Les Fonctionnaires ont perdu près de 6 % de pouvoir d'achat depuis 2000 : exigeons l'augmentation immédiate du point d'indice !

Le service public doit répondre à l'intérêt général.

C'est le sens de l'action de nos organisations. La course à la déréglementation et à la privatisation en France et en Europe n'est pas inexorable. Pour préserver le principe d'égalité et de continuité du service public sur tout le territoire, nous avons besoin d'un statut préservant la neutralité du fonctionnaire, d'un maillage s'opposant à la désertification et favorisant la cohésion sociale.

Les services publics permettent le développement du secteur public car ils fournissent aussi les services nécessaires à l'entreprise et à ses salariés.

Le pays tout entier a besoin de ses services publics : défendons-les !

Les Fédérations Nivernaises de la Fonction Publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, appellent l'ensemble des personnels

à la GREVE le JEUDI 24 JANVIER

à MANIFESTER à NEVERS à 15 h 30 – départ place Carnot.